

suis disposé à laisser à Votre Honneur le soin de déterminer s'il y a eu abus de privilège. Je veux lire quelques brèves remarques tirées du texte de l'interview du premier ministre à la télévision. A la page 2 de ce texte, on rapporte que le premier ministre a déclaré notamment:

... ce qui est probablement l'une des raisons pour lesquelles l'opposition a fabriqué cette crise.

A la page 3, ceci:

On est en train de fabriquer une crise ...

A la page 5, ceci:

... alors que l'opposition organisera une conspiration, en troisième lecture d'un bill de cette sorte, dans le but de renverser un gouvernement, ...

Enfin, je lirai des remarques qui figurent à la page 22 et qui ont été portées à l'attention de Votre Honneur. Le premier ministre aurait dit:

C'est ainsi que des élections devraient être déclenchées, et non pas par ce genre de tromperie pratiqué lundi soir.

Je ne crois pas avoir à aider Votre Honneur à déterminer s'il s'agit d'une question de privilège. En effet, au nom des membres de notre parti, je ne veux laisser aucun doute que nous tenons ces déclarations pour inexactes et contraires aux faits ...

L'hon. M. Stanfield: Bravo.

M. Douglas: ... et une véritable déformation de ce qui s'est passé à la Chambre lundi. Je me suis levé pour faire ces commentaires. (*Applaudissements*)

Je laisse à Votre Honneur le soin de décider si des déclarations inexactes, donnant une fausse impression de ce qui est arrivé à la Chambre, donnent lieu à la question de privilège. Quelle que soit votre décision, nous répondrons à ces déclarations inexactes quand nous pourrions discuter de la motion de confiance demain, car comme nous remplissons simplement nos fonctions de députés, nous n'avons pas l'intention de permettre qu'on nous prête de faux motifs. (*Applaudissements*)

Nous essayions de nous opposer, par tous les moyens dont nous disposions, à une mesure législative à mes yeux odieuse et contraire aux intérêts les mieux compris du peuple canadien. Nous avons le droit de nous opposer à une pareille mesure. Ce problème n'est pas né lundi dernier. Nous nous oppo-

sons à cette mesure depuis que le ministre des Finances l'a annoncée dans son mini-budget d'avant Noël. Presque seuls, jeudi dernier, les députés de notre parti ont combattu ce projet de loi en comité. Nous l'avons combattu lundi dernier pendant tout l'après-midi. La mesure du gouvernement a survécu à un vote en comité grâce à une très faible majorité de trois voix.

Une voix: Après une obstruction systématique.

M. Douglas: Le gouvernement savait fort bien que les membres de notre parti et des autres partis de l'opposition, étant donné le vote du comité qui a permis d'adopter la mesure du gouvernement par 65 voix contre 62, étaient fortement opposés à cette mesure. Le gouvernement avait toutes les possibilités de retarder, en troisième lecture, le débat jusqu'au lendemain pour le poursuivre jusqu'au jour suivant ou de veiller à ce qu'il ait, à la Chambre, un nombre suffisant de représentants pour exprimer son point de vue lors de la mise aux voix.

Si je prends la parole, ce n'est pas seulement pour dire que nous tenons pour malheureuses les déclarations du premier ministre. Celui-ci les a peut-être prononcées dans un moment de crise ou d'exaltation.

• (3.20 p.m.)

Le très hon. M. Pearson: Il n'y a d'hystérie que de l'autre côté.

M. Douglas: Toutefois, les déclarations sont inexactes. Si vous le permettez, monsieur l'Orateur, nous sommes prêts à en discuter dès maintenant. Sinon, nous avons sûrement l'intention de le faire à la première occasion. (*Applaudissements*)

[*Français*]

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, seulement quelques mots sur cette question de privilège soulevée par l'honorable député de Kamloops (M. Fulton), accusant le très honorable premier ministre (M. Pearson) d'avoir utilisé, à la télévision, des termes assez violents à l'endroit de l'opposition, laissant entendre, par exemple, qu'il y a eu collusion, qu'il y a eu entente entre les divers partis de l'opposition pour renverser le gouvernement.

Il n'y a eu ni entente ni collusion entre les partis de l'opposition. La seule chose qui s'est produite, lundi soir, c'est le rejet de la motion présentée par le gouvernement relativement au bill C-193. Voilà ce qui s'est produit. (*Applaudissements*)